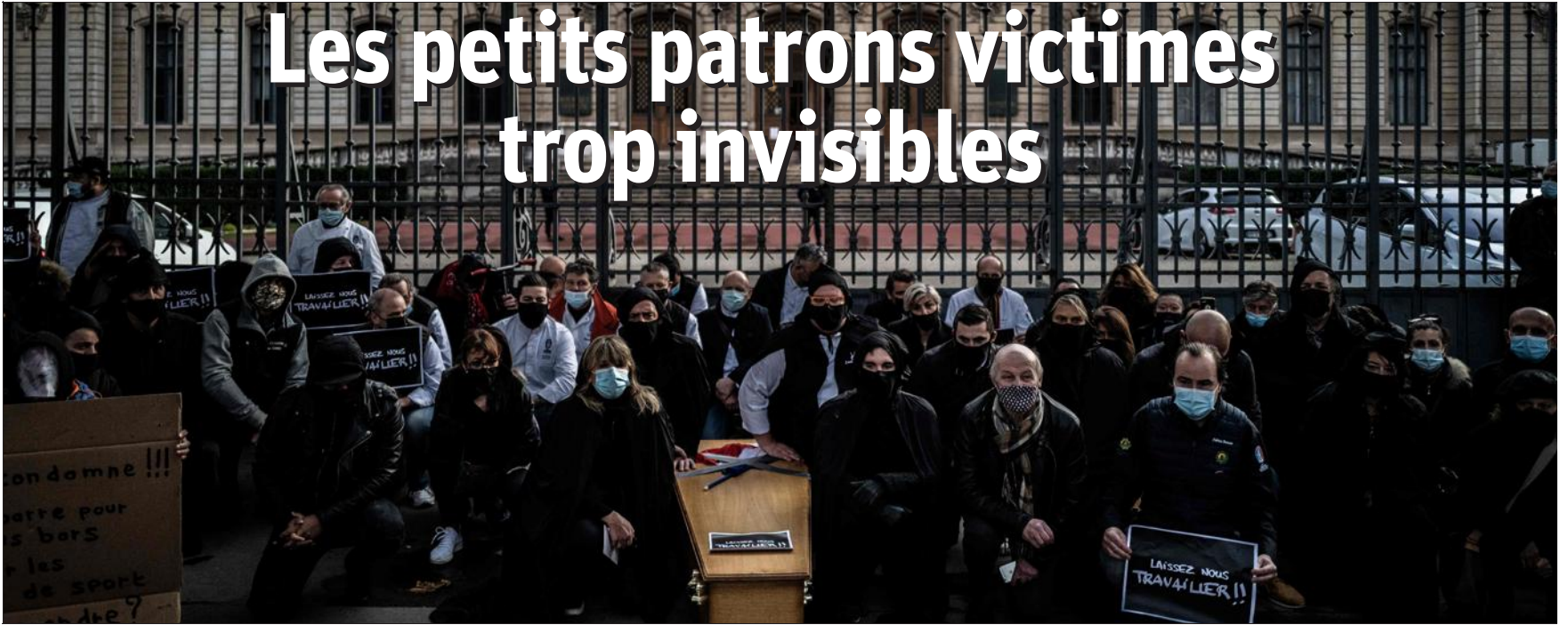


ÉPIDÉMIE DE COVID-19 Crise économique et sanitaire

Les petits patrons victimes trop invisibles



Une manifestation de commerçants et de restaurateurs devant la préfecture de Lyon, lundi dernier, pour protester contre la fermeture de leurs établissements.

Photo Jeff PACHOUD/AFP

Plusieurs experts s'inquiètent de l'augmentation du risque suicidaire chez les commerçants, artisans et petits patrons frappés de plein fouet par la crise économique et la fermeture de leurs établissements.

Faut-il craindre une vague de suicides chez les commerçants ? « Le gouvernement n'en parle pas, mais c'est ce qu'il redoute plus que tout », confiait ce week-end le politologue Jérôme Fourquet sur l'antenne de Public Sénat.

La situation est critique pour des milliers de commerçants, ar-

tisans et petits patrons. Déjà fragilisés par le premier confinement, ces derniers ont vu tout espoir de sauver l'année s'envoler avec l'annonce du reconfinement. Une décision d'autant plus difficile à encaisser que le cafoillage autour de la vente des produits « non-essentiels » a pu laisser à beaucoup l'impression d'être sacrifiés par rapport à la grande distribution ou aux géants de la vente en ligne.

Un sursis qui ne rassure pas les petits patrons

La défiance de certains commerçants est d'ailleurs de plus en plus ouverte, avec des manifestations organisées ce week-end à

Nice ou Marseille. Certes, le gouvernement a multiplié les aides financières, les prêts garantis, les crédits d'impôts pour les bailleurs qui accepteraient de renoncer à leur loyer... Mais ces derniers ne font que retarder l'inéluctable, et les chefs d'entreprise ne sont pas dupes, pointent plusieurs spécialistes. « La bouffée d'air apportée par toutes ces aides donne une impression de sécurité illusoire. Une entreprise qui n'a pas de chiffre d'affaires pendant des mois n'est pas destinée à survivre », analyse Brigitte Vitale, fondatrice de l'association Aide Entreprise, qui craint une hécatombe de dépôts de bilan dans quelques mois.

Même son de cloche du côté de l'association Apesa (Aide psychologique aux entrepreneurs en souffrance aiguë), qui reçoit une trentaine d'appels quotidiens depuis le début du reconfinement. « On a des gens à bout de souffle, qui formulent des idées suicidaires très facilement. Si les choses ne s'améliorent pas dans les mois qui viennent, ça va être compliqué », s'inquiète Jean-Luc Douillard, psychologue clinicien et cofondateur de l'association.

Jean-Michel LAHIRE

À la demande du gouvernement, l'association Apesa a créé un numéro vert pour les entrepreneurs en détresse : 0805 65 50 50.

EN BREF

■ **Les stations de ski peuvent embaucher des saisonniers**

Il est « trop tôt » pour dire si les stations de ski pourront ouvrir pendant les vacances de Noël malgré l'épidémie de Covid-19, mais les professionnels ne doivent pas hésiter à embaucher des saisonniers, quitte à demander ensuite du chômage partiel, a souligné dimanche la ministre du Travail, Élisabeth Borne. Il importe dès maintenant de « préparer la saison, qui va durer plusieurs mois », a-t-elle insisté.

X4

Le budget pour l'investissement du quotidien à l'hôpital, créé pour la première fois l'an dernier, va être multiplié par quatre en 2021, pour atteindre 650 millions d'euros.

En Auvergne-Rhône-Alpes, 106 évacuations sanitaires

Olivier Véran assistera aujourd'hui à Lyon à l'évacuation d'un patient dans un état grave, qui va quitter la région Auvergne-Rhône-Alpes pour être pris en charge dans une région où la tension hospitalière est moins importante.

En Auvergne-Rhône-Alpes, depuis le début de la deuxième vague, 106 patients ont été transférés dans d'autres zones moins impactées par l'épidémie. En Bourgogne-Franche-Comté, quatre patients ont été évacués.

Les patients sont accueillis en Bretagne, en Nouvelle-Aquitaine, mais aussi dans la région Grand Est, qui avait été très durement touchée au printemps. Un « beau symbole », pour Olivier Véran « car cette région a évacué de nombreux malades pendant la première vague ». Depuis le début de la deuxième vague, la région Grand Est a accueilli 22 patients et en a évacué trois.

Des catholiques font entendre leur voix

À l'approche de la période de l'Avent qui précède Noël, 300 catholiques à Bordeaux et Nantes, et une centaine à Strasbourg, ont réclamé de pouvoir assister à des messes, malgré la décision du Conseil d'État qui a confirmé il y a une semaine l'interdiction des cérémonies religieuses avec un large public. « On ne peut pas vivre pleinement sa foi sans prendre part à l'eucharistie », a fait valoir l'organisateur du collectif pour la messe à Nantes, Marc Billig.

« Prier chez soi ne suffit pas »

S'ils ne peuvent recevoir du public, les prêtres peuvent toujours célébrer l'office et le retransmettre, par exemple, sur les réseaux sociaux. « Le gouvernement ne comprend pas que ça ne suffit pas pour un chrétien de prier chez soi », répond l'abbé Guillaume Touche, présent dans le rassemblement bordelais.



« Rendez-nous la messe » : à Strasbourg, une centaine de fidèles ont manifesté pour pouvoir assister à des offices. Photo Frederick FLORIN/AFP

L'INFO EN +

■ **Gérard Larcher pour une reprise des messes**

Le président du Sénat Gérard Larcher (LR) s'est prononcé dimanche pour une reprise des messes, dans le respect des « conditions sanitaires ». « On est là sur une liberté fondamentale et le gouvernement doit y être attentif », a-t-il déclaré, invité de RTL-Le Figaro-LCI. Le ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin doit recevoir ce lundi les représentants des principaux cultes afin d'évoquer les conditions dans lesquelles pourraient se tenir à nouveau des cérémonies dans les lieux de culte.